

EXTRAIT DU COMPTE RENDU de la réunion du mardi 5 décembre 2023

EXAMEN DU PROJET DE DÉLIBÉRATION PORTANT APPROBATION DU COMPTE FINANCIER 2021 DU LYCÉE D'UTUROA - RAIATEA ET AFFECTATION DE SON RÉSULTAT

La réunion débute à 8 h 4, sous la présidence de M. Heinui Le Caill.

Président	M. Heinui Le Caill	présent	
Vice-président	M. Ruben Teremate	présent	
Secrétaire	M. Tevaipaea Hoiore	présent	
Membres	M. Mike Cowan	présent	Arrivé à 8 h 5
	M. Allen Salmon	absent	Procuration à M. Tevaipaea Hoiore
	M ^{me} Maite Hauata Ah-Min	présente	
	M. Edwin Shiro-Abe Peu	présent	
	M. Michel Buillard	absent	Procuration à M. Michel Buillard
	M ^{me} Sonia Punua-Taee	présente	
Non-membres	M. Pierre Terou	Membre du CE du Lycée d'Uturoa - Raiatea	
	M ^{me} Jeanne Vaianui		

Le président : Il y a un petit changement au niveau de l'ordre du jour : le 3^e dossier Maco Tevane va devenir le 4^e dossier, donc le dernier dossier, à la place du collège de Rangiroa qui sera interverti.

(La modification de l'ordre du jour est approuvée à l'unanimité.)

PROJET DE DÉLIBÉRATION PORTANT APPROBATION DU COMPTE FINANCIER 2021 DU LYCÉE D'UTUROA - RAIATEA ET AFFECTATION DE SON RÉSULTAT

(Lettre n° 7835/PR du 3-11-2023)

Présenté par M. Mike Cowan

Défendu par :

- M^{me} Marie-Luce Domingos, correspondante budgétaire du ministre de l'éducation,
- M. Heiva Degage, secrétaire général de la Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE),
- M. Karl Liu, chef du bureau des finances et de la comptabilité de la DGEE,
- M. Patrice Leroy, proviseur du Lycée d'Uturoa – Raiatea,
- M^{me} Catherine Maunier, agent comptable.

DISCUSSION SUR LE PROJET DE RAPPORT

M. Mike Cowan : Quels sont les problèmes auxquels vous êtes confrontés dans votre structure ?

M. Patrice Leroy : La difficulté principale du lycée d'Uturoa tient à l'état matériel du bâti et à l'attente — qui est maintenant très longue — d'une importante restructuration tenant notamment à des problèmes de sécurité. Il nous a été indiqué que cette restructuration était maintenant extrêmement proche dans le temps. Elle est vraiment très impactante pour nous d'abord parce qu'une partie significative de nos locaux est non utilisable et non accessible — je pense notamment à un des internats —, ce qui nous met en difficulté évidemment pour l'accueil des élèves. Elle est aussi impactante au sens où ce bâti ancien, qui a été très bien entretenu au quotidien par les équipes, nécessite cependant un surinvestissement en termes de moyens humains et de moyens financiers pour l'entretien, la remise en sécurité et des travaux absolument au quotidien. C'est le principal point impactant à la fois sur le budget mais aussi sur la pédagogie évidemment dans cet établissement qui a fêté d'ailleurs, en 2021, son 60^e anniversaire. La perspective de la restructuration est pour nous très importante et une attente très forte.

M. Mike Cowan : Avez-vous des devis, une étude ou un plan déjà prévu, justement pour informer le gouvernement par rapport à des dispositions ou des besoins futurs ?

M. Patrice Leroy : Ce sont des travaux de propriétaire qui sont pilotés directement par le service des grands travaux de la DGEE. Sans qu'il soit complètement arrêté — en tout cas de façon visible pour nous — le projet est très avancé. Les derniers prélèvements, notamment par rapport à la présence d'amiante, ont été menés. Une visite de Monsieur le ministre en tout début d'année scolaire (début septembre) nous a permis de donner un horizon temporel à cette restructuration, puisqu'il nous a alors été indiqué qu'elle serait la seconde qui soit programmée pour le ministère de l'éducation. À nouveau, le projet est existant et je pense que la DGEE est vraiment en phase finale de programmation.

M^{me} Marie-Luce Domingos : Nous avons une opération de restructuration du lycée d'Uturoa (phase 1). Le dossier de consultation des entreprises a été effectué, c'est-à-dire qu'il y a eu des échanges avec l'établissement pour savoir quels étaient les besoins dans le cadre de cette restructuration. L'appel d'offres est en cours et les travaux vont démarrer en 2024. Il a également été inscrit au projet de budget 2024, qui va être voté dans 15 jours, les travaux de désamiantage et de démolition de l'atelier technique du lycée d'Uturoa. Les travaux vont également démarrer au premier semestre 2024.

M. Pierre Terou : Cela fait un mois maintenant avec le ministre de l'éducation que l'on a vu que le lycée a besoin de renouvellement. Merci de penser dans le budget à Uturoa, comme pour Tubuai, parce qu'après avoir entendu le proviseur dire qu'en 75 ans il n'y avait eu aucune rénovation. Un grand remerciement à vous, à nous tous, afin que ce dossier se réalise le plutôt possible.

M. Tevaipaea Hoioire : En 2021, vous enregistriez déjà un recul de 5,5 points au niveau des effectifs dû notamment à l'ouverture du lycée de Bora Bora. Qu'en est-il aujourd'hui ? Est-ce que le recul s'est creusé ou s'est stabilisé ?

M. Patrice Leroy : Du point de vue des effectifs, évidemment l'ouverture du lycée de Bora a eu un impact immédiat avec un reflux des effectifs. Néanmoins, depuis l'ouverture de Bora, le LUT a regagné régulièrement et progressivement de l'effectif, notamment avec les élèves qui sont naturellement notre bassin. Je pense aux élèves de Huahine et de Tahaa qui restent complètement au LUT. Je pense également aux élèves du GOD de Maupiti qui logiquement devraient aller en intégralité à Bora mais qui, pour une part importante, continuent à venir au LUT. C'est un droit dérogatoire qui leur a été laissé par le ministère. Je pense également à quelques élèves de Bora qui demandent explicitement à venir chez nous, notamment pour l'entrée dans les terminales technologiques STMG que n'offre pas Bora, mais également quelques élèves qui arrivent par dérogation en filière générale.

Enfin, durant les dernières années, nous avons gagné de l'effectif sur l'enseignement privé. Nous travaillons main dans la main avec le collège Anne-Marie Javouhey et peut-être encore davantage avec le lycée professionnel protestant de Uturoa. Il n'y a aucune forme de guerre. Néanmoins, il est fréquent qu'en cours d'un cursus de formation au collège en classe de 4^e ou de 3^e, des élèves quittent le privé pour arriver au LUT, dont des élèves que nous gardons ensuite sur le lycée. Nous avons à cette rentrée encore gagné dans le cadre de cette dynamique une trentaine d'élèves. C'était une quarantaine d'élèves l'an dernier.

Nous sommes dans une dynamique de reprise d'effectifs que nous sommes un petit peu contraints d'essayer de maîtriser maintenant pour des raisons d'occupation de salles. Nous avons de nombreux créneaux dans l'emploi du temps hebdomadaire où le lycée ne dispose plus d'une seule salle d'enseignement de libre. Donc, effectivement, nous sommes dans une dynamique positive en termes d'effectifs mais qu'il nous faut arriver à maîtriser pour des raisons qui sont liées au bâti.

M. Tevaipaea Hoioire : Justement, cela me permet aussi d'enchaîner sur le climat scolaire, même le climat social, qu'en est-il à l'intérieur et l'extérieur du lycée ? Est-ce que vous êtes confrontés aux mêmes problématiques que peut avoir justement le lycée de Bora avec la violence ou autres ? Est-ce que vous avez mis en place certaines choses pour remédier à ça au cas où vous y serez confrontés ?

M. Patrice Leroy : Le climat scolaire au niveau du LUT est extrêmement apaisé. C'est un ressenti que je vous donne, mais il est objectivé aussi par une enquête de climat scolaire récente qui démontrait totalement à la fois le sentiment de confiance dans l'institution mais aussi le fait que les parents et les élèves soient rassurés de venir au lycée. Pour ma part, je peux l'objectiver par exemple avec le fait de revoir au niveau de chaque retour de vacances scolaires pour lesquelles nos élèves sont rapatriés, des élèves qui reviennent spontanément et avec le sourire. On n'a pas à courir après les élèves. Ce qui montre à la fois que les élèves se sentent bien et que les parents sont en confiance par rapport à l'institution et au lycée.

S'agissant de ce qui se passe hors et aux abords de l'établissement, le lycée a été légèrement impacté. Nous avons eu une bagarre à l'extérieur qui a eu lieu au moment où nous commençons à avoir des conflits qui commençaient à s'envenimer entre les élèves et les familles aussi de Raiatea et de Tahaa. Ça a beaucoup touché le collège Anne-Marie Javouhey et le lycée professionnel d'Uturoa. Ce dernier établissement parce qu'il a aussi un public scolaire très différent du nôtre, socialement et pédagogiquement. Néanmoins, cela s'est arrêté pour nous à une bagarre. Le travail de réseau s'est mis en place très rapidement avec l'ensemble des établissements scolaires du 2nd degré, la mairie et les *mūto'i* ainsi que les gendarmes. Nous avons eu une réponse extrêmement rapide. Nous aurons, dans les jours prochains, une deuxième réunion d'ailleurs au niveau de la circonscription pour le Pays. Ce qui montre que cette situation est scrutée par le Pays. Mais, à nouveau, tout s'est mis en place très rapidement.

Pour en venir au climat scolaire dans l'établissement, le LUT a une particularité qui est celle qu'il s'agit d'une cité scolaire qui inclut des collégiens et des lycéens, également des étudiants en post-Bac. Dans tous les établissements, c'est surtout le niveau des collégiens qui peut être source de bagarres assez souvent et d'une vie scolaire un petit peu agitée.

Je pense que le fait que nos collégiens vivent de manière très imbriquée avec des lycéens — qui sont évidemment plus âgés, plus matures et qui ont la perspective de l'examen très proche — donne à nos collégiens une maturité plus rapidement gagnée de sorte que depuis le mois d'août, nous n'avons eu à gérer pour les collégiens que quatre bagarres tout à fait mineures, des petits problèmes entre collégiens. Ceci me permet vraiment d'être tout à fait serein par rapport au climat scolaire qui est vraiment apaisé et qui est dans un esprit de travail et des perspectives d'examen et d'orientation. Nous travaillons beaucoup évidemment au maintien de ce climat scolaire apaisé.

Pour ceux qui pourraient venir le mercredi 13 décembre, je vous invite à notre journée polynésienne. Nous avons énormément de projets menés par des collégiens et des lycéens, qui sont des projets de classe ou de niveau scolaire, qui donnent à nos élèves une perspective, une réalisation et le sentiment d'appartenance à une communauté. Ceci est vraiment un élément majeur du maintien de notre climat scolaire de qualité.

Je terminerai en vous disant que nous avons répondu à l'appel d'offres pour une deuxième enquête locale de climat scolaire, proposée par la DGEE, qui nous permettra à nouveau d'avoir un indicateur de maintien de ce climat scolaire de qualité.

Le président : Au niveau financier, qu'en est-il de l'établissement ?

M. Patrice Leroy : Comme je vous l'ai dit, notre établissement est très vorace, d'un point de vue financier, en termes de maintenance. J'ai signé encore des bons de commande hier et ce matin, pour des raccords PVC. Il est très rare qu'il se passe une journée sans que nous ayons une canalisation qui casse, une évacuation qui soit complètement bouchée, des interrupteurs ou des composants électriques qui nous lâchent et qui menacent pour certains de brûler.

Ceci est directement lié à un établissement qui a été très bien construit, il y a 60 ans, et qui du coup n'a pas bénéficié de travaux de maintenance lourde, de maintenance du propriétaire, à la hauteur de ce qui était nécessaire. Nous sommes dans une perspective maintenant très proche, grâce aux décisions ministérielles, pour une restructuration, mais je ne vais pas plus lourdement insister. Ce bâti est quand même très dégradé et il nous demande beaucoup de maintenances, de gros efforts en termes de ressources humaines. Ceci se fait grâce à des équipes vraiment très impliquées et très attachées à leur établissement, mais aussi à un recours financier très important sur la dotation globale de fonctionnement de l'établissement.

Vous savez, la dotation globale de fonctionnement des établissements en Polynésie est composée — on va dire — de deux items : le premier est lié au bâti, au nombre de mètres carrés, à la typologie de ces mètres carrés. C'est donc une attribution qui est la même, en fonction de la surface des établissements pour tous les établissements. Une deuxième partie de la dotation est contextuelle et calculée en fonction de l'établissement. Elle s'appuie sur une demande qui nous est faite de prioriser certaines demandes de subvention. La première pour le LUT, c'est une demande de subvention pour la surveillance nocturne de nos internats — parce que nous ne sommes plus aux normes de sécurité, notamment en raison de la SSI qui est dysfonctionnant.

Par conséquent, sur cette marge de fonctionnement importante pour l'établissement, nous avons été obligés de prioriser cette demande de subvention pour les « SSIAP », des personnels de surveillance nocturne. Cela représente plus de 3 millions F CFP pour le LUT, et ce sont 3 millions F CFP que nous ne pourrions pas utiliser pour de la pédagogie — alors que c'est un établissement extrêmement dynamique. Sur notre dotation de fonctionnement, nous avons déjà un petit peu plus de 3 millions F CFP, immédiatement bloqués et non accessibles, soit à de l'amélioration du bâti, soit à de la pédagogie.

M. Mike Cowan : Vous disposez de combien de moyens pour la maintenance par mois ? Vous réservez combien des dotations par rapport à ça ?

M. Patrice Leroy : Le budget est de l'exercice 2021 — pour lequel je n'étais pas sur site.

M. Catherine Maunier : On est à peu près entre 6 et 7 millions F CFP.

M. Patrice Leroy : Néanmoins, sur le LUT, puisque nous avons un service particulier avec le GOD de Maupiti — qui dépend du LUT. Pour autant, même avec cet investissement important, tout en ayant construit un budget aussi sincère que possible, nous savons que nous aurons à prélever sur fonds pour de la maintenance notamment.

M. Mike Cowan : Vous disposez de 6 millions F CFP par an, c'est bien cela ? Et par mois, en général ?

M. Patrice Leroy : 7 millions F CFP, pour le budget 2024. Nous avons ouvert en fonction de la dotation attribuée ; nous avons quasiment 7 millions F CFP en maintenance.

M. Mike Cowan : Du coup, qui s'occupe de la maintenance ? Est-ce que les travaux effectués quotidiennement tiennent dans le temps ? Est-ce de qualité ? Je me pose la question parce que cela fait quand même un budget à l'année ; je pense que s'il est utilisé petit à petit, cela devrait quand même participer à la maintenance du bâti — sauf les gros éléments, pas accessibles.

M. Patrice Leroy : Ces 7 millions F CFP nous permettent, pour une part très pondérante, de répondre à des pannes du quotidien. La dernière date d'hier soir : un PVC pression d'adduction en eau qui a explosé. Ce sont des besoins de ce type-là. Même si le budget est important — il est d'autant plus important que l'approvisionnement à Raiatea est sensiblement plus coûteux que sur Tahiti. Néanmoins, il ne nous permet que de répondre à des exigences d'incidence immédiate. Nous allons un peu au-delà, année après année ; en revanche, en investissant sur des restrictions de salle et cela a été le cas — c'est un travail qui se termine — dans les derniers mois, pour une des salles de sciences qui a été entièrement refaite par nos agents, les agents du pays qui, à nouveau, sont extrêmement dévoués.

Pour la plupart d'entre eux, ils ont fait leurs études au LUT ; certains ont des enfants qui y étudient et il y a une très forte appropriation du lycée de leur part, ce qui contribue au fait que je sais pouvoir compter sur eux quand on a un incident, y compris la nuit. Ils sont extrêmement réactifs, extrêmement dévoués.

Néanmoins — et vous l'avez souligné —, ces 7 millions F CFP constituent un budget important ! Mais, c'est une part mineure qui nous permet de faire des travaux d'amélioration du bâti ; simplement parce que cet établissement a 60 ans, que nous avons des problèmes majeurs de toiture, des problèmes de structures importantes, des problèmes de sécurité qui se font jour très fréquemment, de sorte que nous sommes plutôt dans une démarche de répondre aux urgences, de façon complémentaire, de programmer des travaux de maintenance à l'échelle de l'établissement.

M. Pierre Terou : J'ai entendu que vous alliez embaucher deux surveillants, l'avez-vous déjà fait ? Parce qu'au Lycée de Uturoa, et il y a trop de femmes, pas assez d'hommes ! Avec toutes les bagarres, s'il y a trop de femmes, elles ne pourront pas gérer cela. Pour moi, c'est mieux de prendre des hommes.

M. Patrice Leroy : Le dernier poste que nous venons d'embaucher est bien un homme — qui est très jeune d'ailleurs —, c'est un personnel mobile implanté au LUT, mais qui est destiné à rayonner sur l'ensemble des établissements publics de Raiatea, mais aussi éventuellement sur Huahine ou Tahaa.

C'est bien un homme, néanmoins je pense qu'il ne faut pas négliger le fait que la gestion des troubles est très pertinente par rapport aux femmes — tout comme les *mūto'i* ici, il y a une parité assez précise à leur niveau —, tout simplement parce que le type de réponses est différent et la réaction des personnes un peu excitée dans la rue est également différente, en fonction du fait qu'il se retrouve face à un homme ou à une femme, en gestion de ce conflit. À nouveau, je pense que ce qui est important est que nos personnels soient surtout bien formés. Nous nous appuyons sur une équipe de vie scolaire, qui est quand même très expérimentée, des surveillants, des AED qui connaissent l'établissement, la population scolaire, les familles, depuis très longtemps.

Le LUT bénéficie également de deux CPE, très expérimentés — pour l'un d'entre eux, avec une longue connaissance de la Polynésie, qui nous est également précieuse.

Pour ma part, je table davantage sur la formation que sur le genre des AED ou leur état d'expérience lorsqu'ils arrivent. Nous sommes très attachés à les accompagner au quotidien et cela nous permet — je vous le confirme — de garder un établissement apaisé.

M^{me} Maite Hauata Ah-Min : Merci Monsieur le proviseur de préciser, qu'en effet, cela n'avait rien à voir avec le genre. *'Aita te paraparau atu rā vau 'ia 'oe teie nei 'eiaha pa'i 'oe e nā reira i te vahine. Nō hea ? Nō te aha ?* Je parle pour qu'il comprenne bien ce que je dis : cela n'a rien à voir avec le genre. C'est pour dire que c'est vraiment une question de formation ; parce que les femmes aussi sont capables d'apaiser et puis de bien surveiller nos élèves. *Terā noa tā 'u e hina'aro e parau rā. Māuruuru* pour les femmes.

M. Pierre Terou : Je vais te répondre. Les bagarres à Uturoa se sont déroulées il y a deux ans. Concernant le système employé, nous, à la commune d'Uturoa dont je suis le délégataire de la sécurité, avons voté un arrêté prévoyant que, pour chaque bagarre, les *mūto'i* vont arrêter et font payer 6 000 francs d'amende. C'est pourquoi cela a baissé, avec ce système-là. Sinon, cela ne se serait pas arrêté et aurait continué. Il y a des amendes (6 000 F CFP) pour chaque bagarre.

Le président : Monsieur le proviseur, avez-vous suffisamment de surveillant(e)s pour gérer l'établissement convenablement ?

M. Patrice Leroy : Si vous me permettez, j'aimerais revenir très brièvement sur ce qui vient d'être dit.

Effectivement, je confirme la décision municipale permettant de dresser un procès-verbal de 8 100 francs très précisément pour toute personne impliquée dans une bagarre. Cela a permis d'impliquer très fortement les familles des jeunes pris dans ces bagarres.

Par ailleurs, le travail que nous menons avec les *mūto'i* est un travail de confiance et de proximité. Pour ma part, la seule bagarre que nous ayons eue s'est réglée dans le bureau avec la famille, le chef du service de police municipale ainsi que le *coach* sportif de cet élève. Depuis cet entretien, je crois que celui-ci a pris conscience qu'il était allé trop loin. Nous sommes dans une dynamique collaborative et partenariale de qualité.

S'agissant des surveillants, je pense que nous avons atteint maintenant un niveau qui est satisfaisant, même si le nouveau surveillant est évidemment le bienvenu. L'existence d'un internat (entre 140 et 150 élèves) est évidemment exigeante en ressources humaines. Mais, à nouveau, la dotation qui est la nôtre aujourd'hui me semble être tout à fait adaptée à l'établissement, à sa population scolaire et aux conditions de vie ici.

Le président : Avez-vous un dernier point à rajouter pour notre compréhension de votre dossier ?

M. Patrice Leroy : Je vais juste mettre un point de lumière sur la très belle dynamique pédagogique qui est celle de cet établissement. Plus précisément, le ministère de l'éducation a déployé en Polynésie, dans la continuité de ce qui s'est fait en métropole, le pacte enseignants destiné à financer les actions nouvelles et les prises de responsabilités nouvelles par les enseignants au sein d'un établissement scolaire (le LUT). Cela n'est absolument pas le cas de tous les établissements, mais le LUT s'est pleinement emparé des parts fonctionnelles de pacte disponibles et donc elles ont toutes intégralement été diffusées et distribuées de sorte que de nombreux enseignants (27 précisément) ont pu s'engager dans ce pacte. Un appel à candidatures sur des projets pédagogiques innovants a été réalisé.

Dans ce cadre-là, le LUT est celui qui en a proposé le plus et dont les projets pédagogiques du ministre est le plus important en nombre de la Polynésie. Nous avons proposé 11 projets innovants dont 9 ont été validés. C'est très largement l'établissement qui a le plus de projets innovants au niveau du Pays.

Ce qui freine aujourd'hui notre fonctionnement ainsi que notre pédagogie est l'attente de cette restructuration maintenant très proche, qui changera véritablement les possibilités de fonctionnement de cet établissement.

M. Pierre Terou : Quand se déroulera la prochaine réunion à Uturoa ?

M. Patrice Leroy : Je suis encore en train de finaliser son organisation. Ce sera sûrement le 18 janvier et nous serons pour une part importante sur la thématique de la DHG (Dotation horaire globale) de l'établissement.

Le président : En tout cas, Monsieur le proviseur, nous avons été bien attentifs à vos problématiques. Pour la rénovation, on a noté car ce vieux lycée a vu passer deux générations et est certainement aujourd'hui un pilier pour les *Raromata'i*. En tout cas, on vous remercie d'avoir participé à notre commission et d'avoir échangé avec nous, de nous avoir éclairés sur vos difficultés et également sur votre engagement pédagogique. On vous souhaite bon courage pour cette fin d'année et pour 2024.

Aussi, merci beaucoup pour l'invitation du 13 décembre. Malheureusement, ou heureusement, on sera en séance plénière à l'assemblée et c'est ce jour-là, ou le 14, que l'on va voter votre budget pour lancer les rénovations. Avant, il y a les réunions préparatoires. En tout cas, on se trouvera dans la période pour faire passer votre budget. Merci encore une fois, et je vous donne rendez-vous certainement l'année prochaine pour le prochain bilan financier. En tout cas, la porte de la commission de l'éducation vous est ouverte. N'hésitez pas à nous contacter si besoin ou si vous avez besoin d'information. Merci encore une fois et à bientôt.

EXAMEN DU PROJET DE DÉLIBÉRATION

(Application de la procédure d'examen simplifiée.)

Le projet de délibération ne suscite aucune discussion.

Vote sur l'ensemble du projet de délibération :
Adopté à l'unanimité avec 9 voix pour (dont 2 procurations)